Réunion de Conseil Municipal

Mardi 06 avril 2021

Présents : Véronique BARTHOULOT, Myriam CAILLE, Jean-Pierre CALI, David CHATELAIN, Vanessa GUINCHARD, Sylvain LAURENT, Charles MONNET, David PRETRE, Thomas TOURNIER, et Franck VILLEMAIN

Excusés : Emilie OUDOT

Bernard BROGNARD donne procuration à Franck VILLEMAIN

Jérôme CHEVALIER donne procuration à Vanessa GUINCHARD

Franck DOMECH donne procuration à David CHATELAIN

Ludovic LAMBERT

Secrétaire de séance : Vanessa GUINCHARD

1. Approbation du compte rendu de la réunion de Conseil Municipal du 26 janvier 2021 :

Le compte rendu de la réunion de Conseil Municipal du 26 janvier 2021 est approuvé à l'unanimité par le Conseil Municipal.

2. Approbation des Comptes de Gestion 2020

Les comptes de Gestion 2020 relatifs aux budgets :

- ◇ Communal
- ◇ Forêt
- ◇ Commerce
- ◇ Lotissement le Tacot / Bas du Parc

Sont approuvés à l'unanimité par l'ensemble des membres du Conseil Municipal.

3. Approbation des comptes Administratifs 2020 :

Après présentation, *Monsieur le Maire s'étant retiré au moment du vote*, les membres du Conseil Municipal approuvent à l'unanimité les comptes administratifs 2020 :

- ◇ Communal
- ◇ Forêt
- ◇ Lotissement « Le tacot/Bas du Parc »
- ◇ Commerce

dont les résultats sont conformes aux Comptes de Gestion de Monsieur le receveur Municipal.

4. Affectation des résultats 2020 :

Au vu des Comptes Administratifs 2020, le Conseil Municipal décide d'affecter et de reporter les résultats aux budgets 2021 comme suit :

BUDGET COM	FR 002	179 010.37 €
	ID 001	7 456.73 €
BUDGET FORET	FR 002	2 026.28 €
	ID 001	1 774.38 €
	IR 1068	1 774.38 €
BUDGET COMMERCE	FD 002	18 709.75 €
	ID 001	4 098.47 €
BUDGET LTT (Le Tacot/Bas du Parc)	FR 002	91 412.25 €
	ID 001	88 869.63 €

5. Vote des 2 taxes

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal qu'il convient de délibérer sur une éventuelle augmentation des 2 taxes au profit de la commune.

Monsieur le Maire propose de ne pas augmenter les taxes pour l'année 2021.

Après délibération à l'unanimité, le Conseil Municipal valide la proposition,

Les taux pour 2021 sont :

- ° Taxe foncière bâti : 30.71 %
- ° Taxe foncière non bâti : 25.18 %

6. Vote des Budgets 2021

Après lecture et présentation par Monsieur le Maire, les budgets 2021 ci-dessous ont été votés à l'unanimité par le Conseil Municipal :

- ◇ Communal
- ◇ Forêt
- ◇ Lotissement « Le tacot/Bas du Parc »
- ◇ Commerce

7. Présentation du Pacte de Gouvernance de la CCPM :

Vu l'article L.5211-11-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, créé par l'article 1 de la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique dite « Engagement et proximité »,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 5211-11-2 du CGCT,

Vu l'avis favorable de la Conférence des Maires du 7 septembre 2020,

La Loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique fixe comme obligation après chaque renouvellement général des conseils municipaux ou une opération prévue aux articles L. 5211-5-1 A ou L. 5211-41-3, que le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre inscrit à l'ordre du jour de l'organe délibérant un débat et une délibération sur l'élaboration d'un pacte de gouvernance entre les communes et l'établissement public.

Si l'organe délibérant décide de l'élaboration du pacte de gouvernance, il l'adopte dans un délai de neuf mois à compter du renouvellement général, après avis des conseils municipaux des communes membres, rendu dans un délai de deux mois après la transmission du projet de pacte.

Le pacte de gouvernance peut prévoir :

- Les conditions dans lesquelles sont mises en œuvre les dispositions de l'article L. 5211-57,
- Les conditions dans lesquelles le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut proposer de réunir la conférence des maires pour avis sur des sujets d'intérêt communautaire,
- Les conditions dans lesquelles l'établissement public peut, par convention, confier la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs de ses communes membres,
- La création de commissions spécialisées associant les maires. Le pacte détermine alors leur organisation, leur fonctionnement et leurs missions. Le pacte fixe, le cas échéant, les modalités de fonctionnement des commissions prévues à l'article L. 5211-40-1,
- La création de conférences territoriales des maires, selon des périmètres géographiques et des périmètres de compétences qu'il détermine. Les conférences territoriales des maires peuvent être consultées lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Les modalités de fonctionnement des conférences territoriales des maires sont déterminées par le règlement intérieur de l'organe délibérant de l'établissement public,
- Les conditions dans lesquelles le président de l'établissement public peut déléguer au maire d'une commune membre l'engagement de certaines dépenses d'entretien courant d'infrastructures ou de bâtiments communautaires. Dans ce cas, le pacte fixe également les conditions dans lesquelles le maire dispose d'une autorité fonctionnelle sur les services de l'établissement public, dans le cadre d'une convention de mise à disposition de services,
- Les orientations en matière de mutualisation de services entre les services de l'établissement public et ceux des communes membres afin d'assurer une meilleure organisation des services,
- Les objectifs à poursuivre en matière d'égalité représentation des femmes et des hommes au sein des organes de gouvernance et des commissions de l'établissement public.

Lors de sa séance le 21 janvier 2021, le conseil communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- A DIT QUE la tenue du débat a été formalisée par la délibération N° 2021-03,
- A VALIDE le projet de pacte de gouvernance présenté en séance,
- A DIT QUE les conseils municipaux seront consultés pour avis dans un délai de deux mois après la transmission du projet de pacte de gouvernance.
- A AUTORISE et MANDATE le Président ou son représentant à effectuer toutes les démarches et signer tous les documents de nature à exécuter la présente délibération.

Après l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal donne un avis favorable à l'unanimité à l'exécution de ce pacte de gouvernance.

8. Modification des statuts de la CCPM :

Vu la loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019 créant l'article L 5211-4-4 du CGCT qui permet aux Communautés de communes de se voir confier, à titre gratuit, par convention, indépendamment de la fonction de coordonnateur du groupement de commandes et quelles que soient les compétences qui lui ont été transférées, la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation d'un ou plusieurs marchés publics au nom et pour le compte des communes membres, même si l'EPCI n'est pas membre du groupement de commandes,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5211-5 et L 5211-20,

Considérant la nécessité de modifier l'article « Appui aux communes membres » aux termes duquel :

- La communauté de communes pourrait se voir confier, à titre gratuit, par convention, indépendamment de la fonction de coordonnateur du groupement de commandes, la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation d'un ou plusieurs marchés publics au nom et pour le compte de ses communes membres, et ce même si la CCPM ne dispose pas de la compétence pour laquelle l'achat est réalisé et qu'elle ne fait pas partie du groupement de commandes.

Considérant que, pour être adoptée, la présente modification statutaire doit recueillir l'avis des communes membres par délibérations concordantes de l'organe délibérant et des conseils municipaux dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création d'un EPCI,

Considérant que cette majorité qualifiée correspond à la moitié des membres représentant les deux tiers de la population ou l'inverse, incluant l'accord des communes dont la population est supérieure au quart de la population totale de la CCPM,

Considérant que le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la date de notification au maire de la commune de la délibération de la CCPM pour se prononcer sur cette modification statutaire, et qu'à défaut de délibération dans ce délai, la décision est réputée favorable,

Lors de sa séance du 21 janvier 2021, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- A APPROUVE la modification des statuts de la CCPM de la manière suivante, comme ci-annexé :

En application de l'article L 5211-4-4 du CGCT, la Communauté de communes peut se voir confier, à titre gratuit, par convention, indépendamment de la fonction de coordonnateur du groupement de commandes, la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation d'un ou de plusieurs marchés publics au nom et pour le compte de ses communes membres et ce même si la CCPM ne dispose pas de la compétence pour laquelle l'achat est réalisé et qu'elle ne fait pas partie du groupement de commandes.

- A AUTORISE M. le Président à notifier cette délibération aux communes membres,
- A DEMANDE aux communes membres de la Communauté de se prononcer dans les meilleurs délais et au plus tard dans les trois mois suivant la notification susvisée sur la modification de statuts de la CCPM telle que proposée ci-avant,
- A DEMANDE à M. le Préfet du Doubs que la modification statutaire entre en vigueur au plus tard au 1^{er} mai 2021,
- A INVITE M. le Président à prendre les mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération.

Après l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal valide à l'unanimité les modifications des statuts de la CCPM

9. Création d'un budget « Lotissement » :

Suite à la réunion de conseil du 06 octobre 2020 où a été décidé le choix du Maître d'œuvre concernant le futur lotissement, Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal qu'il est nécessaire de créer un budget annexe « Lotissement ». Par ailleurs, il convient de donner un nom à ce lotissement.

Après délibération à l'unanimité, le Conseil Municipal valide la création du budget « Lotissement Aux Echanges » et autorise Monsieur le Maire à signer les pièces justificatives.

10. Reconduction du bail à ferme

Suite à l'échéance du bail à ferme signé avec le syndicat pastoral représenté par Monsieur Michel MOREL - Le Nid du Crôt à FRAMBOUHANS, Monsieur le Maire propose de signer un nouveau bail qui prendra effet le 01 avril 2021 et qui concernera les parcelles sises :

Sections	Numéros	Lieudits	Surface totale
AB	1 ◊ 3 ◊ 4	Sous l'Adroit	29 865
AB	17 ◊ 18 ◊ 453 ◊ 449	Sur le Cotard	59 311
AB	457	A la Fontenotte	99 59
AB	445	Ban Aux Vaux	62 937
AE	151 ◊ 154 ◊ 201	Au Nid du Crot	79 139
AH	2 ◊ 3 ◊ 4	Bois du Crotot	67 225
AK	26 ◊ 79	A Cuché	21 038
			32 ha 94a 74ca

Après délibération à l'unanimité, le Conseil Municipal valide la proposition et autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires.

11. Institution des indemnités horaires pour les travaux complémentaires et supplémentaires :

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n° 91-875 du 06 septembre 1991 modifié pris pour application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,
Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

Considérant que conformément à l'article 2 du décret n°91-875 susvisé, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer, dans les limites prévues par les textes susmentionnées, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables au personnel de la collectivité,

Considérant que la notion d'heures supplémentaires correspond aux heures effectuées à la demande du chef de service dès qu'il y a dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail,

Considérant qu'à défaut de compensation sous la forme d'un repos compensateur, les heures supplémentaires accomplies sont indemnisées dans les conditions fixées par le décret n° 2002-60 susvisé,

Considérant que le bon fonctionnement des services peut nécessiter la réalisation d'heures complémentaires et supplémentaires,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité décide :

ARTICLE 1 : BENEFICIAIRES

L'indemnité horaire pour travaux complémentaires et supplémentaires pourra être versée aux fonctionnaires territoriaux titulaires ou stagiaires employés à temps complet, temps non complet et temps partiel, appartenant aux catégories C ou B, ainsi qu'aux agents contractuels à temps complet, temps non complet et partiel, de même niveau.

En raison des missions exercées, et dans la limite des textes applicables aux agents de l'Etat, les emplois concernés par la présente délibération sont :

Filière	Cadre d'emploi	Grade	Fonctions
Administrative	Adjoint Administratif Territorial	Tous les grades	Toutes les fonctions
Technique	Adjoint Technique Territorial	Tous les grades	Toutes les fonctions
Animation	Adjoint d'Animation Territorial	Tous les grades	Toutes les fonctions
Social	Adjoint Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles	Tous les grades	Toutes les fonctions

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE VERSEMENT

Le versement des indemnités horaires pour travaux complémentaires et supplémentaires est subordonné à la mise en œuvre préalable d'instruments de décompte du temps de travail dans la collectivité. Pour les personnels exerçant leur activité hors de leurs locaux de rattachement et pour les collectivités ayant moins de 10 agents, susceptibles de percevoir ces indemnités, un décompte déclaratif est possible.

Le versement de ces indemnités n'est pas limité au cours d'un même mois.

Les heures de dimanches, de jours fériés ou de nuits sont prises en compte pour les heures supplémentaires, sauf contrat précisant le contraire.

ARTICLE 3 : VERSEMENT DE LA PRIME

Le paiement des indemnités horaires pour travaux complémentaires et supplémentaires sera effectué après déclaration par l'autorité territoriale ou le chef de service, des heures réalisées par les agents et selon une périodicité mensuelle ou trimestrielle ou annuelle selon le cas.

L'attribution de la prime à chaque agent fait l'objet d'un décompte individuel signé par l'autorité.

ARTICLE 4 : CUMULS

Les indemnités horaires pour travaux complémentaires et supplémentaires sont cumulables avec le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP), l'indemnité d'administration et de technicité (IAT), la concession de logement par nécessité absolue de service, la convention d'occupation précaire avec astreinte et les indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires (IFTS). Une même heure complémentaire ou supplémentaire ne peut donner lieu à la fois à un repos compensateur et à une indemnisation.

Elles ne sont pas cumulables avec le régime spécifique des heures supplémentaires d'enseignement. Elles ne peuvent être versées à un agent pendant les périodes d'astreinte (sauf si celles-ci donnent lieu à une intervention non compensée par une indemnité spécifique) et pendant les périodes ouvrant droit au remboursement des frais de déplacement.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au premier janvier 2021.

ARTICLE 6 : CREDITS BUDGETAIRES

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

12. Nomination d'un délégué titulaire et un délégué suppléant auprès du Parc Naturel Régional :

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal du besoin de nommer les délégués auprès du Parc Naturel Régional selon les modalités suivantes :

Collège des Communes :

Les communes adhérentes doivent désigner chacune au sein de leur conseil municipal :

- 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant par commune de 1 à 2000 habitants.
- 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants par commune de 2001 à 4000 habitants.
- 3 délégués titulaires et 3 délégués suppléants par commune au-delà de 4000 habitants.

Chaque délégué titulaire d'une commune disposera d'une voix délibérative.

Après délibération, à l'unanimité Monsieur David CHATELAIN est nommé délégué titulaire et à l'unanimité Monsieur Thomas TOURNIER est nommé délégué suppléant, sachant que Monsieur le Maire siègera au PNR dans le collège des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (Communauté de Communes du Pays de Maiche).

13. Recrutement d'un agent technique :

Monsieur le Maire informe que l'agent technique en charge de l'entretien des bâtiments communaux, la gérance des locations des salles des fêtes et l'aide au périscolaire, fera valoir ses droits à la retraite à compter du 30 avril 2021.

Afin de palier à ce départ, Monsieur le Maire propose de procéder à un recrutement d'un agent technique pour une durée de 3 mois, à savoir du 29 mars au 28 juin 2021. L'agent percevra le traitement correspondant à l'échelon 01 du grade d'adjoint technique territorial, soit l'indice brut 354, dans la proportion de 30/35^{ème}, auquel cas s'ajoute le cas échéant le supplément familial de traitement.

Après délibération, le Conseil Municipal approuve à l'unanimité la proposition et autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents inhérents à cette décision.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé seront inscrits au budget général.

14. Lutte contre les scolytes - Aide exceptionnelle à l'exploitation et à la commercialisation des bois scolytés :

Monsieur l'adjoint en charge des forêts expose au Conseil Municipal que les forêts françaises du grand quart Nord-Est de la France, et en particulier celles des régions Grand-Est et Bourgogne-Franche-Comté, font face depuis l'été 2018 à des épisodes d'attaque de scolytes entraînant une mortalité conséquente des peuplements d'épicéa. Les conditions climatiques des années 2018 et 2019 se sont révélées très favorables au développement du scolyte (plus de cycles de reproduction et faible mortalité hivernale) ; la chaleur et la sécheresse en affaiblissant les arbres les ont rendus plus vulnérables aux attaques de cet insecte. Les stratégies de lutte contre l'expansion des scolytes préconisent de mettre l'accent sur la détection précoce des arbres colonisés pour les exploiter et les extraire rapidement de la forêt. Les capacités d'absorption de ces volumes accidentels supplémentaires de bois scolytés par les transformateurs de ces régions ayant été rapidement saturées, l'Etat a mis en place une aide exceptionnelle à l'exploitation et à la commercialisation de ces bois, afin de les expédier vers des entreprises en dehors des régions et départements sous arrêté préfectoral de lutte obligatoire contre les scolytes en capacité de les transformer et de les valoriser. Cette aide incitant les acteurs des filières du bois d'œuvre, du bois d'industrie et du bois énergie à consommer ces produits scolytés, facilite leur extraction rapide des forêts en répondant aux préconisations sanitaires de lutte contre cet organisme nuisible, La mise en œuvre de ce dispositif d'aide s'inscrit dans une démarche de regroupement de l'offre des bois à commercialiser pour une meilleure efficacité sanitaire et économique. Pour les forêts des collectivités relevant du régime forestier, les missions de regroupement de l'offre ont été confié par l'Etat à l'ONF, structure porteuse transparente. Ainsi, la préparation, le dépôt et le suivi du dossier de demande d'aide s'inscrivent dans le prolongement du mandat légal de gestion et de commercialisation de l'ONF. Les charges de mise en œuvre seront supportées par l'ONF sans surcout supplémentaire pour les collectivités propriétaires. Cela répondra aux exigences de l'Etat et permettra à un maximum de collectivités de bénéficier du dispositif. La constitution du dossier administratif de demande d'aide et la mise en œuvre opérationnelle du dispositif nécessite que chaque collectivité propriétaire :

1. Signe une convention de partenariat « Mandat de gestion et de paiement » avec l'ONF ;
2. Signe le formulaire de demande d'aides ;
3. Produise une attestation sur l'honneur faisant état des aides précédemment perçues relevant du régime des « minimis » ;

4. Valide la fiche d'analyse prévisionnelle de l'opération.

Afin de bénéficier d'une aide pour l'exploitation et la commercialisation des bois scolytés, Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de l'autoriser pour la durée de son mandat, à signer l'ensemble des documents présentés par l'ONF.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- donne délégation à Monsieur le Maire pour déposer une demande d'aide pour l'exploitation et la commercialisation des bois scolytés auprès de l'ONF ;
- l'autorise à signer tout document afférent.

La séance est levée à 23h30 .

CONSEIL MUNICIPAL DE FRAMBOUHANS

Réunion du 06 avril 2021

Questions diverses

Information n° 1 :

-Démission d'une adjointe administrative